



Le Canada repart en guerre...

Par [Collectif Échec à la guerre](#)

Mondialisation.ca, 08 octobre 2014

echecalaguerre.org

Région : [Le Canada](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#), [SYRIE](#)

Montréal, mercredi 8 octobre 2014 - Le gouvernement Harper, majoritaire, entraîne le Canada dans une nouvelle guerre, au sein de la plus récente coalition mise en place par les États-Unis, cette fois-ci pour combattre le « groupe armé État islamique » (EI). Le *Collectif Échec à la guerre* rejette les prétextes sécuritaires ou humanitaires invoqués par les nouveaux coalisés et dénonce cette participation du Canada à une nouvelle agression occidentale illégale.

Soyons clairs d'abord sur une chose : nous sommes tout-à-fait d'accord pour considérer que les forces de l'EI sont responsables de crimes ignobles : massacres de minorités, décapitations ostentatoires d'otages, etc.

Malgré cela, il est faux de penser que l'EI représente une menace pour la sécurité internationale et pour celle du Canada. Et la prétention de nos gouvernements de « protéger les civils vulnérables et innocents de la région » en procédant à des bombardements ne résiste pas à une analyse un tant soit peu sérieuse.

Depuis 1991, ce sera la troisième guerre des États-Unis contre l'Irak, à la tête de diverses coalitions : aucun pays ni aucune force n'a jamais semé autant de destruction et massacré autant de « civils vulnérables et innocents » en Irak que les États-Unis. Les crimes de Saddam Hussein, terrible dictateur sans l'ombre d'un doute, palissent au regard des leurs. D'autre part, ce sont des fidèles alliés des États-Unis dans la région qui ont, depuis longtemps, armé et appuyé l'EI et d'autres groupes djihadistes en Irak et en Syrie ou qui leur ont permis de transiter par leurs frontières, le tout dans le but qu'ils renversent le régime Assad. Pendant toute cette période, on n'a surtout pas braqué les projecteurs des médias sur les crimes que ces forces commettaient et les marchands d'armes, y compris ceux du Canada, ont continué de faire de bonnes affaires...

L'intervention militaire à laquelle le Canada va participer est illégale au regard du droit international. La Charte des Nations-Unies stipule en effet que le Conseil de sécurité doit être saisi de toute « menace à la paix et à la sécurité internationale » et que c'est à cette instance qu'il revient de prendre les mesures appropriées. Le fait que l'Irak ait appelé à l'aide ne fournit aucune justification à ce qu'un groupe de pays se lance en guerre dans la région, en profitant même pour bombarder un autre pays, la Syrie. La mise en place de cette coalition et la participation canadienne ne font que contribuer à l'effritement de plus en plus grand de l'ordre international mis en place au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. De façon tout-à-fait malhonnête, la résolution conservatrice à la Chambre des Communes tente de conférer une légitimité à sa décision en faisant référence à la résolution

2178 du Conseil de sécurité; or cette résolution traite des combattants djihadistes étrangers et n'a rien à voir avec la coalition mise en place par les États-Unis.

Les frappes aériennes des nouveaux coalisés et la fourniture d'armes plus sophistiquées aux forces armées irakiennes et kurdes ne contribueront en rien à améliorer la situation dans cette région du monde, déjà complètement ravagée par la guerre. Bien au contraire, elles provoqueront plus de morts, de souffrances et de destruction. Elles approfondiront les divisions et intensifieront les « nettoyages » ethniques.

Le « groupe armé État islamique » contrôle un très large territoire par rapport à l'importance réelle de ses effectifs. Une des raisons de cette situation est l'appui, au moins tacite, dont il jouit de la part de l'importante minorité sunnite en Irak. En effet, depuis 2003, cette minorité a été l'objet de politiques sectaires et de terribles agressions militaires, d'abord de la part des forces d'occupation étasuniennes puis du pouvoir central chiite à Bagdad, appuyé et armé par les États-Unis. Le ressentiment de cette minorité a été canalisé en appui à l'EI. Des interventions qui viseraient à satisfaire certaines revendications sunnites contribueraient à atténuer ce ressentiment et affaiblirait l'EI. Les bombardements des coalisés auront l'effet contraire.

Le *Collectif Échec à la guerre* dénonce depuis quelque temps déjà la montée du militarisme au Canada. Le dénigrement des Nations Unies et la guerre s'affirment de plus en plus comme éléments centraux de la politique étrangère du gouvernement Harper. Même si nous approuvons, évidemment, les votes d'opposition du PLC, du NPD, du Parti Vert et du Bloc Québécois nous déplorons la faiblesse de leurs argumentaires mettant trop l'accent sur la durée éventuelle de l'intervention, son possible « enlisement », etc. Et nous trouvons complètement contradictoire l'amendement proposé par le NPD qui aurait vu le Canada faire de l'humanitaire et... livrer des armes !

Le *Collectif Échec à la guerre* invite les Québécois et les Québécoises à faire connaître leur opposition à la participation canadienne à cette guerre par tous les moyens à leur disposition. Un appel à une manifestation de protestation à Montréal sera bientôt lancé.

La source originale de cet article est echecalaguerre.org

Copyright © Collectif Échec à la guerre, echecalaguerre.org, 2014

Articles Par : Collectif Échec à la guerre

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca